

L'Élargissement de l'UE

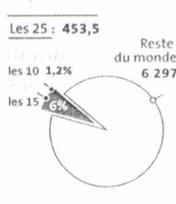
- Union européenne actuelle (15 PAYS)
- Pays dont l'adhésion est prévue pour 2004 (10 PAYS)
- Pays en attente dont l'adhésion est prévue pour 2007 (2 PAYS)
- Pays souhaitant adhérer à l'Union européenne (1 PAYS)

Zone euro  
4,5 PIB/hab. en milliers d'euros

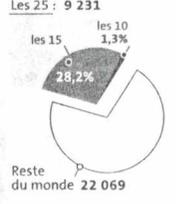


Source: Eurostat

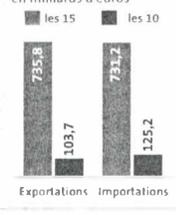
POPULATION 2001 en millions d'hab.



PIB 2001 en milliards d'euros



COMMERCE (jan.-sept. 2002) en milliards d'euros



# Paris juge « raisonnable » l'offre danoise pour le financement de l'élargissement

Les Français espèrent un accord sur Chypre

« UNE DÉCISION fondamentale, un acte d'une portée historique, positif, dans l'intérêt des nouveaux comme des anciens membres de l'Union européenne: l'Europe sera plus forte, plus prospère, plus écoutée dans le monde », a souligné la porte-parole de la présidence de la République, Catherine Colonna, en présentant, mercredi 11 décembre, à l'Élysée, les enjeux du sommet de Copenhague, qui doit consacrer la nouvelle phase dans laquelle entre la construction européenne. Même si une dernière négociation délicate attend les Quinze, jeudi et vendredi, dans la capitale danoise, à la fois sur les aides qui seront octroyées aux dix pays entrants et sur la question turque, les autorités françaises ont conscience qu'elles se doivent de bien faire comprendre à l'opinion publique la portée du pas que l'Europe s'apprete à franchir.

Bien que décidé dès 1993, puis confirmé par plusieurs sommets européens, l'élargissement de l'Union aux anciens pays communistes d'Europe de l'Est reste pour beaucoup d'Européens et de Français, comme en témoignent les sondages, un thème souvent abstrait et porteur d'inquiétudes. En 2004, lorsque cet élargissement entrera dans les faits, les Français seront appelés à se prononcer par référen-

dum sur la Constitution de cette nouvelle Union, qui est en cours d'élaboration dans le cadre de la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing. Le président Chirac et le gouvernement, qui a inauguré, vendredi, à Orléans, une nouvelle série de débats publics sur l'avenir de cette nouvelle Europe, devront répondre à ceux qui l'accusent de les avoir mis devant un fait accompli et de mettre en danger les intérêts nationaux.

En raison des demandes des pays-candidats et des difficultés budgétaires actuelles de certains membres de l'Union, les tractations de ces dernières semaines sur le paquet financier de l'élargissement n'ont pas toujours été faciles. Les Quinze ont dû tenir compte d'un équilibre délicat entre les craintes, dans beaucoup de pays, de faire trop de sacrifices financiers, et le sentiment, dans les pays entrants, d'être traités comme des pays de seconde zone. A la veille du sommet, Paris a indiqué que les propositions de la présidence danoise pour améliorer celles faites par les Quinze, en octobre, à Bruxelles, constituaient une « offre raisonnable », qu'elle soutiendrait, « à condition que ce soit pour conclure ». On y rappelle que le référendum prévu pour la fin de l'année 2004-2006 ne devait pas être dépassé.

## Les Chypriotes veulent en finir avec « le dernier mur en Europe »

Le sort du plan de l'ONU pour la réunification de l'île paraît lié au résultat des discussions sur la candidature turque à l'UE

NICOSIE (partie nord) de notre envoyée spéciale  
Depuis quelques jours, les habitants de la partie nord de Nicosie (appelée Lefkosa par les Chypriotes)

### REPORTAGE

#### « Si la partie grecque intègre [seule] l'Union, nous deviendrons une minorité »

Les Turcs vivent à l'heure du sommet européen de Copenhague, où les négociations d'adhésion avec dix pays, dont Chypre, appelés à rejoindre l'Union en 2004, doivent s'achever. La réunification de l'île, divisée depuis vingt-huit ans entre la République turque de Chypre du Nord (185 000 personnes) et la République de Chypre (620 000 habitants, seule reconnue internationalement) n'est pas une précondition à l'adhésion, selon les Quinze. Toutefois, le plan de réunification proposé en novembre par l'ONU et accepté comme « base de négociations » par les deux parties fait espérer aux Européens l'intégration à terme d'un îlot pacifié. Quant aux Chypriotes, ils voudraient bien en finir avec « le dernier mur en Europe ».

Les interrogations fusent: « Denktaş [chef de la communauté chypriote turque] va-t-il donner son aval au plan de règlement de l'ONU? » « Va-t-on donner une

date à la Turquie? » On sait bien, ici, que l'avenir est entre les mains de la Turquie, la puissance tutélaire qui maintient 35 000 soldats sur place. Si celle-ci se voit attribuer, à Copenhague, une « clause de rendez-vous » en vue de l'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE, « alors, le dossier chypriote avancera », pronostique Kemal Namli, syndicaliste local qui avoue « ne plus fermer l'œil depuis quelques jours », dans l'attente du sommet.

Les Turcs ne sont pas favorables à la date de 2005 - proposée par le président Chirac et le chancelier allemand Gerhard Schröder - car ils craignent que l'aval de 25 pays-membres (au lieu de 15 aujourd'hui) soit alors plus difficile à obtenir. Mais la négociation reste ouverte: « Si la date leur convient, un accord de principe pourrait être signé le 13, qui valerait le plan de règlement. C'est le souhait de la majorité des Chypriotes turcs », explique Kemal.

Le son de cloche est le même au Parti républicain (CTP, socialiste), principal parti d'opposition, vainqueur des élections municipales de l'été 2002. Son secrétaire général, Ferdi Soyler s'inquiète: « Nous soutenons le plan. Si nous lui tournons le dos, nous perdrons de bonnes bases pour la négociation: le principe des deux entités, la perspective d'une reconnaissance internationale pour notre communauté. Sinon, la partie grecque intégrera l'Union, et nous deviendrons une minorité. »

70 000 COLONS  
Pour tant, mardi 10 décembre, ils étaient près de 10 000 à manifester, en ville, contre le plan onusien, aux accents de: « Ce que nous voulons? Ecraser le plan Annan I ». « Non, nous ne serons pas les domestiques des Roums [Chypriotes grecs]! »

Dans un petit café-restaurant du

centre-ville, les journaux du jour passent de mains en mains. Le patron, Bekir, hèle depuis son bar une table de clients. « Est-ce qu'ils ont l'air de Chypriotes turcs? Non! Ce sont tous des colons ou des militaires en civil! », s'exclame-t-il en brandissant une page du journal Yeni Üzen où figurent des photos des manifestants.

Depuis la partition de l'île, en 1974, Ankara a favorisé l'installation de 70 000 colons venus d'Anatolie. Selon le plan de l'ONU, la moitié d'entre eux peuvent espérer avoir accès à la citoyenneté chypriote (il faut une présence de sept ans); aux autres, une compensation financière sera proposée. « Le malheur, c'est que nous importons de Turquie une main-d'œuvre sous-qualifiée, tandis que nos jeunes diplômés quittent l'île faute de travail », déplore Sevül, un enseignant de l'université de Lefkosa.

Depuis 1974, 30 000 Chypriotes turcs de souche sont partis du fait des mauvaises conditions économiques - le fossé est grand avec un PIB par tête de 13 000 dollars au Sud contre 3 000 au Nord. « Nous ne recherchons pas le contact avec les colons car nous sommes très différents. Nous avons plus de choses en commun avec les Chypriotes grecs », poursuit-elle.

Aucune haine n'est perceptible envers la communauté grecque. Amorcé depuis les années 1980, un mouvement en faveur de la réconciliation a mobilisé, des deux côtés, les forces vives de la société civile.

Étudiants, enseignants, syndicalistes ont créé des réseaux de

### Rauf Denktaş a « besoin de temps »

Le leader chypriote turc Rauf Denktaş a affirmé, mercredi 11 décembre, dans un entretien à la télévision d'information turque NTV, que les Chypriotes turcs ne pouvaient pas signer d'accord de paix sur une réunification de Chypre au sommet européen de Copenhague. « Nous ne sommes pas arrivés au point de signer le plan », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il ne cherchait pas « une échappatoire aux négociations (...) Nous avons besoin de temps afin de discuter avec la partie chypriote grecque » d'une version réaménagée du plan présenté par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. M. Denktaş a appelé l'UE à ne pas pousser les deux parties chypriotes à un « mariage forcé ». Le vétéran chypriote turc, âgé de 78 ans, victime de problèmes de santé, a ajouté qu'il ne se rendrait pas à Copenhague. Il a décidé d'y envoyer son ministre des Affaires étrangères et de la défense, Tahsin Ertugruloğlu.

A l'ONU, le porte-parole du secrétaire général, Fred Eckhard, a indiqué, mercredi, que « Kofi Annan est prêt à se rendre [à Copenhague], si cela peut faciliter un accord ». — (AFP)

## Ankara fait le forcing pour obtenir des négociations d'adhésion avant 2005

ISTANBUL. de notre correspondante  
Recep Tayyip Erdoğan, dirigeant du Parti de la justice et du développement (AKP), et Abdullah Gül, premier ministre turc, sont arrivés à Copenhague pour un sommet qui revêt une importance cruciale pour l'avenir de la Turquie. La proposition franco-allemande, qui prévoit l'ouverture des négociations en 2005, pour autant que la Turquie ait complété son programme de réformes, n'a pas satisfait Ankara. « 2005 ou rien », titrait, mercredi 11 décembre, le quotidien Sabah.

Après une tournée épuisante des capitales occidentales, M. Erdoğan a brièvement donné libre cours à sa frustration. « Si l'Union européenne nous accepte pas, nous devons trouver une solution nous-mêmes », a-t-il déclaré, lors de sa visite à Washington, mardi, où il a rencontré le président Bush. « Nous sommes prêts à discuter avec l'Union européenne », a-t-il déclaré.

sommet européen, les négociations se poursuivront jusqu'à la dernière minute, accompagnées d'un forcing sur Chypre. Le premier ministre turc, à la veille de son départ, avait indiqué que la Turquie adapterait sa position sur Chypre en fonction de l'attitude des Européens à son égard et que, sans date précise et proche pour les négociations avec Ankara, un compromis était peu probable.

NOUVEL ÉLAN  
Malgré ces moments de découragement, il est évident que la marche de la Turquie vers l'Europe a pris un nouvel élan. Le Parlement turc a adopté, mardi, une première série de réformes démocratiques, contenant notamment la levée des obstacles légaux qui avaient empêché M. Erdoğan de se présenter aux élections. Il est probable que le projet de l'AKP sera plus à l'avan-

semblée nationale, lors d'élections partielles, dans le district de Sliirt, en février 2003.

Un second paquet de réformes, qui inclut de nouvelles mesures pour mettre fin à la torture et impose de nouvelles conditions pour la dissolution des partis politiques, est prêt. Mais l'Assemblée nationale, qui prévoyait de l'adopter avant Copenhague, a décidé d'attendre que la première série d'amendements légaux soit soumise au second vote requis par la loi. Le ministre de la justice, Cemil Cicek, a confirmé, sur la chaîne de télévision NTV, que le second paquet serait adopté dans les jours qui viennent, comme prévu, mais il a également indiqué que ce léger retard était une façon indirecte pour la Turquie de signaler sa prise de position aux Européens.

Il ne reste désormais plus qu'à attendre le verdict de l'UE. L'Union

ne tournera pas le dos à l'Europe si elle n'obtient pas satisfaction, mais il serait sans doute difficile de maintenir le rythme actuel des réformes et l'enthousiasme populaire si la date était fixée à 2005.

Certains commentateurs turcs rappellent cependant que la candidature de la Turquie a beaucoup avancé. « Parler de 2005 est déjà un grand progrès. Ceci est déjà dans la poche », a déclaré Nejat Kocer, représentant de l'Union des chambres de commerce, d'industrie et des Bourges (TOBB), une des organisations non gouvernementales les plus engagées dans le processus de rapprochement avec l'UE. « Si nous parvenons à obtenir une meilleure date, ce sera un grand succès. Même si c'est 2005, nous ne devons pas être déçus », a-t-il précisé.

